



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

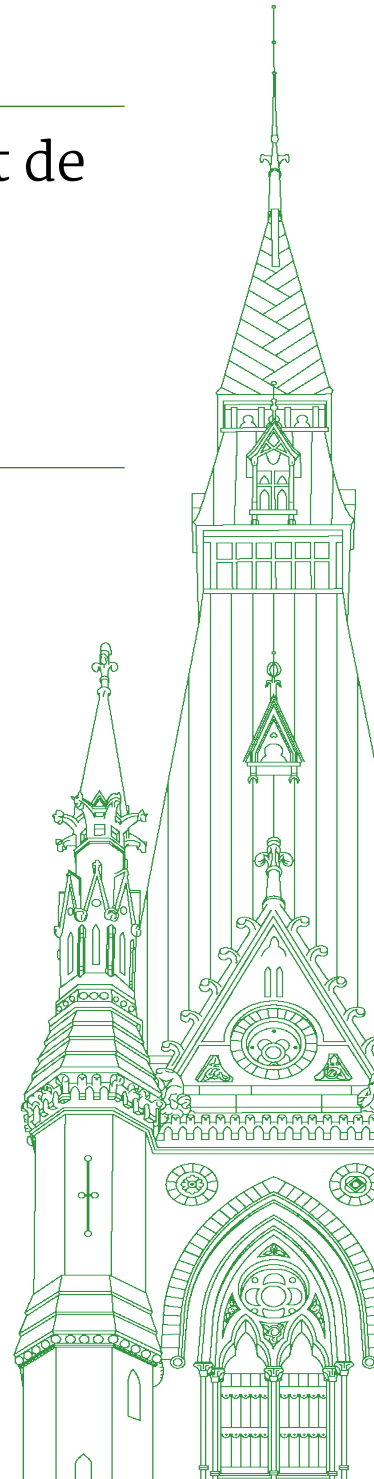
Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 039

Le jeudi 4 juin 2026

Président : Michael Coteau



Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le jeudi 4 juin 2026

• (1100)

[Traduction]

Le président (Michael Coteau (Scarborough—Woburn, Lib.)): La séance est ouverte.

Bienvenue à la 39^e réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes. La réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride, conformément au Règlement.

Des députés sont présents dans la salle et d'autres participent à distance à l'aide de l'application Zoom. Avant de poursuivre, je demanderais à tous les participants en personne de consulter les lignes directrices au verso des cartes qui se trouvent sur la table. Ces mesures sont en place pour aider à prévenir les incidents audio et les retours de son et pour protéger la santé et la sécurité de tous les participants, y compris les interprètes. Vous remarquerez également sur la carte un code QR; il renvoie à une courte vidéo de sensibilisation.

J'aimerais faire quelques observations à l'intention des témoins et des membres du Comité.

Premièrement, avant de prendre la parole, veuillez attendre que je vous nomme ou qu'un député vous pose directement une question. Pour ceux qui participent par vidéoconférence, cliquez sur l'icône du microphone pour activer votre micro, et veuillez vous mettre en sourdine lorsque vous ne parlez pas. Pour ceux qui sont sur Zoom, vous pouvez sélectionner, au bas de votre écran, le canal approprié pour l'interprétation, soit le parquet, l'anglais ou le français. Les personnes qui sont dans la salle peuvent utiliser l'oreillette et choisir le canal désiré.

Je rappelle aux témoins que les membres du Comité peuvent poser des questions en français ou en anglais. Si vous avez besoin de l'interprétation, veuillez prendre un moment pour préparer votre oreillette et choisir le canal d'écoute désiré à l'avance afin de pouvoir tirer pleinement parti du temps alloué aux questions et réponses.

Tous les commentaires doivent être formulés par l'intermédiaire de la présidence. Les députés présents dans la salle qui souhaitent prendre la parole sont priés de lever la main. Pour les membres sur Zoom, veuillez utiliser la fonction « Lever la main ». Le greffier et moi-même ferons de notre mieux pour gérer l'ordre des interventions, et nous vous sommes reconnaissants de votre patience et de votre compréhension à cet égard.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le jeudi 18 septembre 2025, le Comité reprend son étude sur la sécurité alimentaire face à l'instabilité mondiale.

Trois témoins se joignent à nous aujourd'hui. Du Centre de Criblage Marc Bercier inc., nous accueillons Mme Karine Bercier, qui est gestionnaire d'exploitation agricole. Nous accueillons également M. Donald Killorn, directeur général de la Prince Edward Island Federation of Agriculture. Enfin, nous avons M. Tim Livingstone, copropriétaire de la Strawberry Hill Farm.

Aujourd'hui, quelques députés remplacent des collègues. Je crois savoir que pour la première moitié, M. Al Soud remplacera Mme Chatel. Nous accueillons également Mme Kronis, qui remplace M. Gourde.

Bienvenue à notre comité et merci de vous joindre à nous aujourd'hui.

Chers témoins, vous aurez chacun un maximum de cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire, puis nous passerons aux questions.

J'invite M. Killorn, de l'Île-du-Prince-Édouard, à commencer.

Bienvenue au Comité. Vous avez cinq minutes, monsieur.

Donald Killorn (directeur général, Prince Edward Island Federation of Agriculture): Monsieur le président, je vous remercie beaucoup de m'avoir invité à me joindre à vous aujourd'hui.

Je m'appelle Donald Killorn. Je suis le directeur général de la Prince Edward Island Federation of Agriculture. Je suis ici aujourd'hui pour discuter de la sécurité alimentaire face à l'instabilité mondiale.

Comme vous le savez sans doute, 24 % des Canadiens vivent dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire. Cela représente environ 10 millions de personnes, dont 2,5 millions d'enfants. Ces pourcentages sont très semblables à ceux observés à l'Île-du-Prince-Édouard, ce qui est frappant, étant donné que l'on y produit tant de denrées alimentaires.

La sécurité alimentaire n'est pas que la capacité de cultiver des aliments. C'est le résultat d'un système complexe qui comprend la production agricole, la disponibilité de la main-d'œuvre, le transport, la transformation, le commerce, l'utilisation des terres, l'intendance environnementale et les politiques publiques. Les perturbations dans l'un ou l'autre de ces domaines peuvent avoir des répercussions dans l'ensemble du système alimentaire, ce qui a une incidence sur l'abordabilité et la disponibilité des aliments et la résilience du système alimentaire.

L'expertise de la fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard se situe au niveau de la base. Elle est liée aux champs des agriculteurs, où l'on observe un goulot d'étranglement, partout au Canada. L'information circule mal entre le champ et le système alimentaire en général. Les agriculteurs sont préoccupés par la façon dont leurs données sont traitées. Alors que le Canada examine à la fois sa stratégie en matière d'intelligence artificielle et sa stratégie en matière de sécurité alimentaire, il faut saisir l'occasion qui nous est offerte là où ces éléments convergent afin de développer pour les agriculteurs des solutions intelligentes qui relient le système alimentaire aux champs des agriculteurs.

La fédération a élaboré une stratégie sur une puissance de calcul souveraine pour l'agriculture qui vise à renforcer la sécurité alimentaire en améliorant la capacité du Canada de comprendre, de gérer et de réagir au système complexe qui produit, transforme, transporte et distribue les aliments. Nous avons d'abord créé AgIntel, une plateforme d'agriculture de précision reposant sur l'intelligence artificielle.

Nous avons rapidement compris que l'avenir de l'agriculture de précision n'est pas le développement d'une intelligence artificielle capable de comprendre l'agriculture, mais plutôt la mise en œuvre d'une stratégie nationale sur une puissance de calcul souveraine permettant de réduire les ressources nécessaires pour doter nos agriculteurs canadiens des technologies dont ils ont besoin pour améliorer notre sécurité alimentaire. Grâce au maintien des données agricoles, des modèles et de la capacité de calcul sous contrôle canadien, une stratégie canadienne sur une puissance de calcul pour l'agriculture permettrait d'améliorer la prise de décisions dans l'ensemble du système alimentaire, de la production agricole à la planification de la sécurité alimentaire nationale. Notre puissance de calcul souveraine deviendrait alors un élément fondamental de notre infrastructure de sécurité alimentaire plutôt qu'une initiative technologique.

Alors que l'agriculture est de plus en plus axée sur les données, la capacité décisionnelle devient une infrastructure. La capacité de modéliser le risque, d'optimiser la production, de prévoir les perturbations et d'appuyer les décisions stratégiques dépend de l'accès à une infrastructure de calcul fiable et à des données agricoles souveraines. Les agriculteurs le demandent.

Une stratégie canadienne sur une puissance de calcul pour l'agriculture constituerait la base numérique nécessaire pour renforcer la sécurité alimentaire nationale tout en conservant la propriété et le contrôle des données agricoles. Les agriculteurs cultivent les aliments, mais bon nombre des intrants nécessaires à l'agriculture canadienne moderne proviennent d'autres pays. Il en va de même pour les données agricoles. Bien que les exploitations agricoles canadiennes génèrent les données, les plateformes et modèles qui en font des renseignements exploitables appartiennent souvent à des intérêts étrangers. Par conséquent, les données et la valeur générées sont traitées à l'extérieur du Canada. Cela représente une perte de souveraineté croissante dans un secteur essentiel à la sécurité alimentaire nationale et à la résilience économique.

Un investissement de 150 millions de dollars dans une infrastructure de données agricoles souveraines transformerait les données agricoles du Canada en un actif stratégique national, renforcerait la sécurité alimentaire, conserverait le volet du renseignement sous contrôle canadien et générerait un rendement plusieurs fois supérieur aux investissements des exploitations agricoles. L'adoption d'une stratégie sur une puissance de calcul souveraine par le

Canada réduirait de 200 gigawattheures à moins de deux gigawattheures la consommation d'électricité requise pour le déploiement de l'intelligence artificielle en agriculture. Le système utiliserait pleinement la puissance de calcul uniquement pour l'apprentissage de nouveaux éléments d'un dossier agricole. Le reste serait interpolé.

S'il était étendu à l'échelle nationale, ce système permettrait de réduire la charge de calcul de 150 pétaflops à 15 téraflows. On dirait de la science-fiction, mais il s'agit de ressources qui deviennent rapidement cruciales et qu'il faut utiliser efficacement pour être concurrentiels. En plus de réduire considérablement l'utilisation de ressources, le système récompenserait également l'agriculteur qui fournirait de nouvelles données en lui donnant un contrôle de la plateforme et des crédits à utiliser pour l'utilisation des renseignements dérivés de ses données.

● (1105)

Dans un avenir rapproché, nos agriculteurs utiliseront des modèles fiables pour optimiser leur rendement agronomique et économique. Ils auront accès à la plupart de ces modèles localement. Cependant, lorsqu'un événement nouveau se produit, ces informations...

Le président: Merci.

● (1110)

Donald Killorn: ... devraient être acheminées vers un centre de données, idéalement à un endroit ayant de l'électricité propre...

Le président: Je vais devoir vous arrêter ici. Les cinq minutes sont écoulées. Je vous ai donné 20 secondes supplémentaires.

Donald Killorn: Merci beaucoup. Je vous remercie de votre temps et je m'excuse d'avoir dépassé le temps imparti.

Le président: Merci beaucoup. Je suis certain que vous aurez l'occasion d'ajouter d'autres observations lors des séries de questions.

Nous passons maintenant à M. Livingstone.

Tim Livingstone (copropriétaire, Strawberry Hill Farm): Merci.

Nous allons aborder la question sous un angle très différent, car ma femme et moi sommes des agriculteurs de première génération. Nous avons lancé cette exploitation agricole en 2011. Notre première saison était en 2012, et nous sommes en croissance depuis. Lors de la saison forte, nous embauchons une vingtaine de personnes. Notre exploitation est probablement la plus importante ferme de produits maraîchers biologiques au Nouveau-Brunswick, voire des Maritimes. Notre production est très diversifiée. Nous faisons beaucoup de livraison à domicile et nous offrons le ramassage sur place, et 90 % de notre production est vendu directement au consommateur. J'aimerais parler davantage des raisons pour lesquelles c'est ainsi. Nous verrons si j'en aurai le temps dans les cinq minutes qui me sont imparties ou si je devrai y revenir plus tard.

Parlons des obstacles à la croissance d'une exploitation agricole en démarrage. Les formalités administratives, en général, viennent en tête de liste. Vous ajoutez une couche à chaque occasion. Nous sommes très diversifiés et cultivons plus de 50 cultures différentes. Nous avons du bœuf, du porc et du poulet élevé en pâturage, mais le gouvernement considère chaque produit séparément. Par exemple, nous élevons de la volaille et nous sommes assujettis au système de quotas. Il s'agit de volaille élevée en pâturage. Notre volet de production avicole doit faire l'objet d'une vérification de la salubrité des aliments distincte. Ce n'est qu'un volet parmi d'autres. Je me suis battu pour savoir si ma certification biologique serait suffisante. Ce n'était pas le cas.

Tous ces différents aspects rendent les choses très difficiles. Il y a le Règlement sur la salubrité des aliments au Canada. Nous sommes sur la côte Est. Ensemble, nos trois provinces — le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse — ont une population à peu près équivalente à celle de la grande région de Montréal. C'est comme si on scindait Montréal en plusieurs parties et qu'il fallait traverser des frontières interprovinciales simplement pour acheminer nos produits vers les marchés. Je connais un agriculteur qui exploite une ferme à la frontière du Nouveau-Brunswick, mais qui vend ses produits à Halifax et à Moncton — deux provinces différentes. Il est inscrit au Registre des licences d'entreprises alimentaires de l'ACIA et son exploitation fait l'objet d'une série de vérifications de plusieurs jours en plein milieu de sa saison de pointe.

Un des défis est d'entrer dans les chaînes d'alimentation. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous vendons 90 % de notre production directement. La réalité, quand on parle de sécurité alimentaire, c'est que plus de 80 % des gens achètent encore dans les chaînes de supermarchés. On peut parler des marchés, de la vente directe, etc., mais je pense qu'il est temps de parler de l'éléphant dans la pièce, à savoir ce que doit faire une exploitation en démarrage, une nouvelle ferme, pour entrer dans le système d'une chaîne de supermarchés. Sobeys nous a demandé de cultiver des carottes pour elle. En fin de compte, Sobeys ne pouvait pas nous donner un prix. Par conséquent, de notre côté, il était impossible de préparer un plan d'affaires adéquat pour la banque afin de construire l'entrepôt demandé par Sobeys. Bref, sur le plan logistique, c'était un cauchemar.

Je connais d'autres agriculteurs qui ont connu le même problème. Il n'y a aucune façon de passer des marchés agricoles ou de la vente locale aux supermarchés, car ils veulent que l'on fournisse 50... Il y a un écart important. Un de mes amis a commencé à fournir des carottes; trois ans plus tard, il a fait faillite.

On peut ensuite examiner des facteurs plus évidents comme le coût du carburant, qui a doublé. La taxe sur le carbone a été éliminée. Auparavant, les agriculteurs étaient exonérés de la taxe carbone sur leurs achats de carburant, mais maintenant que la taxe sur le carbone est appliquée en amont, nous devons payer le prix fort pour notre carburant. Nous n'avons pas de répit.

Il y a les coûts de la main-d'œuvre et les nombreuses vérifications liées à la main-d'œuvre, en particulier pour nos travailleurs étrangers. Six de nos 20 employés sont canadiens et travaillent à l'année. Nous avons 5 travailleurs saisonniers du Mexique. Ils reviennent chaque année. Ils adorent cela. C'est très important pour leur famille, mais pour vous donner une idée, ils sont 5, sur 20 employés. Nous avons l'impression — je me trompe peut-être — que le gouvernement actuel n'aime vraiment pas ce programme. La réalité, cependant, c'est que sans ces cinq personnes, nous devrions

probablement mettre tout le monde à pied, car nous avons besoin de cette aide supplémentaire pendant les six mois de la saison de croissance. Je pourrais passer en revue tous les tenants et aboutissants de la question, mais je tiens simplement à en souligner l'importance.

• (1115)

Une autre difficulté, c'est l'ensemble des vérifications et sondages exigés par le gouvernement. Chaque année, on nous harcèle presque pour répondre à une dizaine de sondages différents, probablement. J'ai parlé des vérifications...

Le président: Je vais devoir vous arrêter ici, monsieur. Vos cinq minutes sont écoulées.

Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Bercier, pour cinq minutes.

[Français]

Karine Bercier (agricultrice, Ferme Agriber Inc., Centre de criblage Marc Bercier inc.): Je remercie le Comité de m'avoir invitée à témoigner aujourd'hui.

Mon nom est Karine Bercier. Je suis comptable agréée et une ancienne fiscaliste agricole. Depuis huit ans, je suis productrice de grandes cultures, avec mon conjoint et ma belle-famille, dans la région de Saint-Isidore, située dans l'Est de l'Ontario. Nous sommes aussi des producteurs de semences. Nous avons un poste de criblage qui nettoie et ensache la semence pour diverses compagnies canadiennes. Nous distribuons et nous vendons la semence aux agriculteurs de l'Est de l'Ontario et de l'Ouest du Québec.

Aujourd'hui, je m'adresse à vous comme agricultrice, entrepreneure et personne qui vit les réalités de la production alimentaire sur le terrain. À mon avis, la sécurité alimentaire est souvent tenue pour acquise au Canada. Pourtant, les conflits internationaux, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, l'inflation et les événements climatiques nous rappellent à quel point la capacité d'un pays à produire sa propre nourriture est un défi stratégique.

Cette capacité repose d'abord sur des terres agricoles productives et des fermes qui demeurent viables. Le Canada possède une quantité limitée de terres agricoles hautement productives, comme vous le savez. Dans l'Est de l'Ontario, comme ailleurs au pays, ces terres soutiennent des fermes familiales, des élevages, des entreprises agroalimentaires et des systèmes alimentaires régionaux. Lorsqu'une terre agricole est retirée de la production, elle est rarement récupérée.

C'est d'ailleurs ce qui m'a amenée à m'impliquer dans le dossier du projet de train à grande vitesse d'Alto, dans l'Est de l'Ontario. Peu importe la position que l'on adopte quant à ce projet, celui-ci soulève une question fondamentale: accordons-nous suffisamment d'importance à la protection des terres agricoles lorsque nous prenons des décisions qui auront des conséquences pour plusieurs générations?

Évidemment, la sécurité alimentaire ne s'arrête pas aux terres agricoles: elle commence par les terres agricoles et se poursuit avec les semences. Comme productrice et conditionneuse de semences, je peux vous dire que chaque amélioration sur le plan du rendement, de la résistance aux maladies et de la tolérance à la sécheresse, commence par la génétique.

Les récoltes d'aujourd'hui sont le résultat des investissements en recherche réalisés il y a des décennies. Les investissements que nous faisons aujourd'hui détermineront notre capacité à nourrir les générations futures.

Ce dont j'entends de plus en plus parler sur le terrain, c'est de la perte de confiance. Or les agriculteurs investissent lorsqu'ils ont confiance. Ils investissent lorsqu'ils croient que leur entreprise aura sa place dans 10, 30 ou 50 ans.

[Traduction]

La motion du Comité traite d'investissement, d'innovation, d'automatisation et de renforcement de la production alimentaire locale. Les agriculteurs appuient tous ces objectifs, mais comme je l'ai dit, la confiance favorise l'investissement. Aujourd'hui, les marges des exploitations agricoles subissent d'énormes pressions. Les coûts du carburant, des engrais, du financement, de la main-d'œuvre, des assurances, de la machinerie et des réparations ont tous considérablement augmenté.

De nombreuses exploitations familiales sont riches en actifs, certes, mais ont des liquidités très limitées. L'augmentation de la valeur foncière peut renforcer le bilan, mais elle ne génère pas nécessairement les liquidités requises pour investir dans l'innovation, la productivité ou la relève. Le gouvernement a également un rôle à jouer pour éliminer les obstacles à l'investissement. Les programmes visant à encourager l'investissement et l'innovation doivent non seulement fonctionner dans les régions urbaines du Canada, mais aussi en milieu rural.

Les consommateurs recherchent de plus en plus des aliments locaux, traçables et produits plus près de chez eux. Pour répondre à cette demande, nous avons besoin d'exploitations agricoles fortes, d'une forte capacité de transformation et d'investissements continus dans l'ensemble de la chaîne de production des aliments. Les agriculteurs canadiens sont parmi les personnes les plus travaillantes au pays. Ils ne demandent pas au gouvernement d'éliminer le risque. Ils veulent avoir l'occasion de pratiquer l'agriculture. Ils veulent être concurrentiels. Ils souhaitent pouvoir investir dans leur exploitation agricole et connaître du succès grâce à leur travail acharné, leur innovation et leur capacité de gérer les risques.

Mon message aujourd'hui est simple. Si le Canada veut renforcer la sécurité alimentaire, nous devons protéger les terres agricoles productives, investir dans la génétique des semences et l'innovation, soutenir la capacité de transformation nationale et créer des conditions favorables à l'investissement à long terme.

La sécurité alimentaire commence par des terres agricoles productives et se poursuit avec les semences. La sécurité alimentaire dépend de fermes rentables et non seulement de fermes productives, et la confiance favorise l'investissement.

• (1120)

Dans un monde caractérisé par l'incertitude, la sécurité alimentaire est de plus en plus synonyme de sécurité nationale, et un pays qui ne peut pas nourrir sa population est un pays très vulnérable.

Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant aux conservateurs pour six minutes.

Monsieur Bragdon, la parole est à vous.

Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins d'aujourd'hui. Je suis honoré et heureux que vous soyez ici pour nous présenter les points de vue dont nous avons besoin en ce moment.

Aujourd'hui, la plupart de mes questions, voire la totalité, s'adresseront à M. Livingstone, qui vient du Nouveau-Brunswick, une province dont je suis moi-même originaire.

Monsieur Livingstone, vous avez beaucoup parlé des obstacles administratifs qui empêchent les exploitations agricoles d'optimiser leur potentiel et de contribuer à accroître la sécurité alimentaire au Canada.

Quelles seraient vos suggestions pour aider à réduire ces obstacles à l'échelle nationale et locale? Je voulais simplement commencer par cette question.

Tim Livingstone: C'est assez difficile de parler au gouvernement, car je n'ai pratiquement jamais entendu parler d'un gouvernement qui se serait débarrassé de certaines exigences, ce qui serait peut-être nécessaire ici, ou encore d'une éventuelle consolidation.

Je tiens toutefois à commencer en disant que l'on est tous en faveur de la salubrité des aliments. C'est un sujet qui n'est pas facile à aborder à cause de toutes les règles et les règlements différents, qu'il s'agisse de CanadaGAP ou du Règlement sur la salubrité des aliments. Il existe des certifications et normes biologiques pour la production avicole. Toutes ces choses sont nées, je suppose, d'un besoin. Personne parmi nous ne s'y oppose, mais c'est lorsqu'on les met toutes ensemble que cela devient lourd, au point où il peut être difficile d'avoir la volonté de continuer et de se battre.

Pour vous donner un exemple simple — j'avais rédigé mes notes avant que cela n'arrive —, hier, je me suis retrouvé bloqué à la frontière alors que j'essayais d'importer au Canada des boutures de patates douces en provenance des États-Unis afin de lancer notre production de patates douces pour l'année. L'endroit est idéal au Nouveau-Brunswick, l'un des rares endroits dans les Maritimes où l'on peut cultiver de très belles patates douces. Je suis resté coincé pendant environ six heures à attendre que le document soit correctement tamponné pour pouvoir traverser la frontière avec mes boutures.

Ce n'est qu'un exemple des obstacles qui m'empêchent de travailler dans mon champ parce qu'un problème de logistique bureaucratique me fait perdre mon temps. Il leur a fallu cinq heures pour se rendre compte que j'avais bel et bien payé la facture et qu'ils pouvaient valider le document. Contribuer à accélérer les procédures et à améliorer leur fonctionnement serait sans aucun doute bénéfique.

Aussi, j'aimerais qu'il y ait un moyen d'accroître la communication entre les différents intervenants. La certification biologique que l'on applique couvre pratiquement tous les aspects pris en compte par la réglementation de l'office du poulet, mais parce que les éleveurs de poulets sont tous sous son égide, l'office refuse de considérer notre certificat biologique comme suffisant. Je dois donc passer un nouvel audit pour élever 5 000 volailles en pâturage. C'est le genre de chose qu'il faudrait régler.

Si j'avais une entreprise de 2 ou 3 millions de dollars, je pourrais embaucher quelqu'un à temps plein — on s'en approche, on est sur le point de pouvoir embaucher quelqu'un à temps plein — rien que pour gérer la logistique des interactions avec les ministères. J'ai un ami dont le volume annuel de production représente environ la moitié du nôtre. Il est coincé dans une situation intermédiaire où il ne peut pas tout faire lui-même, mais il ne peut pas non plus se permettre de payer quelqu'un pour s'occuper de tout cela à sa place.

Richard Bragdon: D'accord.

Tim Livingstone: Tout cela fait partie de l'évolution nécessaire si l'on veut que de nouveaux agriculteurs rejoignent le secteur.

Richard Bragdon: Merci. C'était très intéressant.

Je voulais simplement poursuivre en posant quelques petites questions qui vont dans le même sens.

On sait que la recherche est un élément important de l'agriculture, tout comme l'accès à cette recherche. Je suis sûr que vous savez que l'on a récemment annoncé la fermeture d'un centre de recherche à Swift Current. L'agriculture biologique au Canada représente un secteur d'environ 11 milliards de dollars et elle continue de croître. La fermeture de ce programme pourrait permettre d'économiser environ 1 million de dollars, je crois, mais le coût à long terme pourrait être extrêmement élevé.

Avez-vous des commentaires à ce sujet et sur l'importance de la recherche pour l'agriculture biologique et votre secteur d'activité?

• (1125)

Tim Livingstone: Oui, j'ai beaucoup appris en assistant à des conférences et en siégeant à des organismes nationaux. J'ai visité certaines des stations de recherche du pays. C'est vraiment important, surtout pour le secteur biologique, parce que bon nombre des systèmes que l'on utilise ne génèrent pas beaucoup de revenus pour les fabricants de produits chimiques; il y a donc beaucoup moins d'incitatifs à trouver, disons, des solutions de désherbage mécaniques ou d'autres solutions que les produits chimiques. Je ne dis pas cela pour dénigrer quoi que ce soit ni pour affirmer qu'une approche est bonne et l'autre mauvaise, mais je pense qu'une grande partie de ce que l'on fait dans le domaine du biologique est pour le bien commun, en réduisant la présence de produits chimiques dans l'environnement et dans les aliments. Cela s'inscrit dans un contexte global, mais il est très difficile de susciter l'intérêt et d'attirer des investissements dans ce domaine. Cependant, il est très important de rester compétitifs, à mesure que de nouvelles mauvaises herbes apparaissent et que de nouveaux systèmes voient le jour.

Il existe un modèle qui, à mon avis, pourrait être utile. Cela ne veut pas dire qu'il faut fermer des centres de recherche — je n'irais jamais jusque-là —, mais la recherche à la ferme reçoit beaucoup de soutien aux États-Unis. D'ailleurs, dans le Maine, l'État voisin du mien, une subvention a permis au gouvernement d'acheter tout un ensemble de matériel agricole divers, qu'il a ensuite prêté à des agriculteurs de toute la région. En fait, j'en ai moi-même importé une partie, car je suis ami avec un chercheur et je me rends à leurs réunions. J'ai dû payer des taxes comme si je l'avais acheté, mais j'en ai importé une partie pour l'essayer à la ferme. Ensuite, j'ai pu dire: « D'accord, je vais en acheter un à 10 000 \$ ».

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant aux libéraux, pour six minutes.

Madame Mingarelli, êtes-vous la suivante?

Giovanna Mingarelli (Prescott—Russell—Cumberland, Lib.): Oui. Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins d'être ici aujourd'hui.

[Français]

Mes questions vont s'adresser à Mme Bercier, une agricultrice de chez nous, c'est-à-dire de la circonscription de Prescott—Russell—Cumberland. Je lui souhaite la bienvenue à notre comité.

En tant que plus grande fournisseuse de semences certifiées au Canada, comment évaluez-vous la résilience du système semencier canadien quant aux récents conflits internationaux?

Karine Bercier: Ce n'est pas évident d'y faire face. On a vécu de belles années en 2020, 2021 et 2022, lorsque le prix des marchés était à la hausse. Tout allait donc très bien pour les fermes de grande culture, dans le sens où nous avons pu investir davantage dans nos infrastructures et acheter d'autres terrains agricoles.

Aujourd'hui, dans le secteur de la semence, il devient difficile d'être compétitif. Nous offrons des produits canadiens, évidemment, mais nous compétitionnons contre de grands joueurs, des multinationales. En parlant de semence, je dirai que le grain qu'on achète pour vendre la semence compte pour très peu dans la valeur d'un sac de semences en fait de pourcentage. Il y a tellement d'autres éléments dont il faut tenir compte: il y a les primes liées aux semences, qui sont versées aux producteurs pour les encourager à continuer la production; il y a les redevances qu'on doit payer pour le développement en génétique; il y a le criblage, le nettoyage, les pertes dues au criblage et les traitements, entre autres. Le grain compte pour moins d'un tiers de la valeur.

Il y a tellement d'autres choses à considérer lorsqu'on produit localement un sac de semences pour des clients. La commodité a effectivement un prix. Quand le prix est haut, c'est bien pour la ferme de grande culture, mais ça devient difficile pour nous de compétitionner lorsque nous vendons la semence à nos clients. En ayant des marges de profit très restreintes, le client va certainement accorder une grande importance au prix de la semence. Comme les grands joueurs produisent un important volume, ils sont capables de vendre leur produit à notre coût de production. Il devient alors très difficile pour des entreprises comme la nôtre de compétitionner contre ces grands joueurs. Dans le monde d'aujourd'hui, nos marges sont très restreintes.

• (1130)

Giovanna Mingarelli: Merci beaucoup.

Les producteurs locaux ont-ils observé des délais ou des hausses de coûts liés aux perturbations des chaînes d'approvisionnement?

Karine Bercier: Absolument. Il est certain que nous l'avons vécu juste avec nos semis dans les derniers mois.

À la ferme, par rapport à l'année passée, nous constatons une augmentation de 60 % juste pour l'essence. Il y a aussi l'engrais qui a subi de fortes hausses de coûts. Il est certain que nous sommes très axés sur notre flux de trésorerie. Nous avons donc acheté notre engrais à l'avance. Nous avons subi une hausse du coût de l'engrais, mais pas comme certains autres agriculteurs.

Il est certain que tout ça s'ajoute sur les marges qui étaient déjà restreintes. Les prix des marchés sont un peu à la normale. Les prix fluctuent aussi. On s'entend qu'il est très difficile de prévoir les choses. Nous subissons de petites hausses de prix, puis ça redescend assez rapidement. Il est certain que cette situation a un gros impact sur notre bénéfice net à la ferme. Dans ces cas-là, il est difficile de prévoir des investissements parce que, justement, il y a tellement d'instabilité non seulement en raison des coûts des intrants, mais aussi en raison des prix des marchés.

Giovanna Mingarelli: Merci.

Selon vous, quelle est la mesure la plus urgente que le gouvernement devrait mettre en œuvre pour sécuriser l'approvisionnement en semences et protéger la sécurité alimentaire du Canada à long terme?

Karine Bercier: Personnellement, je vois deux volets très importants.

Premièrement, il y a l'importance de protéger nos terres agricoles. On ne peut pas en ajouter énormément. Nous avons une biodiversité qui est très importante. Nous avons nos boisés que nous devons protéger. Nous avons aussi une crise du logement, évidemment. Il y a donc des maisons qui seront bâties. En fait, nous devons protéger ce que nous avons comme terres agricoles.

Deuxièmement, le gouvernement a mis en place des projets d'infrastructure. Si ces projets sont nécessaires, c'est correct, mais je dois avoir la preuve que c'est nécessaire pour délaissier, justement, une terre agricole qui est productive et qui apporte des bienfaits à la sécurité alimentaire.

Je crois qu'on devrait mettre en place, un peu comme l'évaluation de l'impact sur l'environnement, une évaluation de l'impact sur la sécurité alimentaire sur tout projet d'infrastructure pour justement protéger nos terres très fertiles. Ensuite, je pense qu'il est important de protéger la viabilité de nos entreprises.

[Traduction]

Le président: Merci.

[Français]

Karine Bercier: Merci.

Giovanna Mingarelli: Merci, madame Bercier.

[Traduction]

Le président: Nous passons maintenant au Bloc pour six minutes.

Monsieur Lemire, vous avez la parole.

[Français]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Merci, monsieur le président.

Madame Bercier, d'abord, je vous remercie de votre témoignage. Nous avons beaucoup de témoins très engagés et très passionnés ce matin. Vous en faites partie.

Nous parlons ici de sécurité alimentaire, d'abordabilité et de beaucoup de questions qui ont évidemment un impact sur votre production. Vous êtes au cœur de cette sécurité alimentaire. Pourtant, le gouvernement veut absolument construire un train à grande vitesse qui va possiblement dévaster plusieurs des meilleures terres agricoles du Québec et de l'Ontario notamment, potentiellement les vôtres.

Croyez-vous qu'Alto comprend réellement la réalité agricole, celle de vos machineries, celle de l'importance du drainage des terres, celle d'avoir accès à l'ensemble de chaque parcelle de votre terre, que ce soit pour les grains ou le foin, ou pour nourrir le bétail et autres?

Comment voyez-vous le fait que la menace d'une expropriation pend au-dessus des têtes d'une entreprise comme la vôtre, de votre ferme et celle des fermes qui sont avoisinantes?

• (1135)

Karine Bercier: Monsieur Lemire, ça fait depuis le mois de janvier que je manifeste mes préoccupations. Je me suis engagée à envoyer des documents sur les répercussions du projet. J'ai rencontré Mme Mingarelli à une table ronde. Nous demandons des réponses. Nous voulons comprendre le plan d'affaires d'Alto, la nécessité de ce projet, et nous voulons obtenir des données sur la faisabilité et la transparence des coûts.

En tant qu'agriculteurs, nos terres agricoles, comme je l'ai dit, sont à la base de tout. Donc, nous posons des questions, et je dois vous dire que nous avons obtenu des réponses, mais elles sont assez génériques. Il n'y a rien de concret. Je suis quand même une grande voix dans le volet Alto par chez nous. Je distribue des pancartes pour montrer notre opposition au projet. J'ai rencontré tellement d'agriculteurs, des hommes forts, qui viennent chez nous en pleurs pour nous dire qu'ils sont totalement démontés par tout ça et que certains d'entre eux vont voir leur ferme complètement coupée en deux par le corridor d'Alto.

Il est certain que c'est inquiétant. Selon les lettres que nous avons reçues, le corridor du train pourrait forcer les agriculteurs à faire des détours de 45 minutes pour accéder à leurs terrains. Comme je l'ai dit, les marges de profit sont déjà très restreintes, et ces détours rallongeraient nos journées de travail et feraient augmenter les salaires. Il faudrait aussi utiliser encore plus d'essence et assumer une foule de coûts de production — qui seraient à la hausse — juste pour accéder aux mêmes terrains.

Ce sont tous des défis qui viennent ébranler les agriculteurs de notre région et du Québec en ce moment. Nous posons des questions, et on nous fournit des réponses qui ne sont pas super concrètes, ce qui ne fait qu'ajouter à l'ébranlement qui se passe ici.

Je suis émotive face à tout ça. Nous posons des questions. Nous aimerions savoir des choses. Étant donné que nous n'avons pas de réponses, je me dis que, si on nous exproprie tous en même temps, nous devons nous préparer en conséquence. Donc, j'ai commencé à faire évaluer des terrains. Tout ça va avoir un coût, et, même si ces terrains ne sont pas expropriés, nous nous y préparons quand même. J'ai approché mon comptable et mon avocat. Nous sommes en plein dans les processus de transfert d'entreprise. Nous sommes la prochaine génération d'agriculteurs. Donc, nous essayons de nous dépêcher dans nos démarches pour que, si jamais des terrains sont expropriés ou touchés par des droits de préemption, nous ne soyons pas coincés et puissions continuer les processus de succession avant d'en arriver là.

Tout ça engendre du travail excessif pour nos comptables, nos fiscalistes et nos avocats, et ce, pour quelque chose que nous ignorons encore. Les agriculteurs sont donc inquiets et ont perdu confiance, comme j'en ai parlé dans mon allocution d'ouverture.

Ici, à la ferme, nous avons même un plan. Nous cherchions à nous diversifier un peu et envisageons d'essayer le programme d'entrants pour la production de poulets, ici, en Ontario. J'avais déjà commencé mon plan d'affaires et tout ça. Évidemment, mes infrastructures et tous les terrains que je détiens sont dans le corridor d'Alto. Donc, il est certain que j'ai mis une grosse pause là-dessus. Nous cherchons à investir davantage au Canada, mais, étant donné le manque de transparence de la part d'Alto, nous avons mis une pause là-dessus.

Sébastien Lemire: Madame Bercier, je vous remercie de ce témoignage. La passion que vous y mettez est touchante. C'est un problème que nous vivons également au Québec. Nous soulevons aussi des préoccupations sur la façon dont les choses sont faites.

Sentez-vous que le rapport de force d'Alto face aux agriculteurs est tellement disproportionné qu'il pourrait littéralement les écraser?

• (1140)

[Traduction]

Le président: Je suis désolé. Nous n'avons plus de temps.

Combien de secondes...?

[Français]

Sébastien Lemire: Je vous demande 10 secondes, le temps d'obtenir une réponse courte.

[Traduction]

Le président: D'accord, vous avez 10 secondes. Allez-y.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci.

Karine Bercier: Absolument. Nous sommes des petits joueurs. Les agriculteurs semblent être une petite voix dans ce gros projet d'Alto, qui nous fait peur. Nous nous sentons impuissants, évidemment, face à tout ça.

Sébastien Lemire: Merci beaucoup.

[Traduction]

Le président: Nous allons passer aux conservateurs et à Mme Kronis, pour cinq minutes.

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Livingstone, merci beaucoup d'avoir pris le temps de venir ici.

Je viens de l'île de Vancouver, où il y a beaucoup de petites fermes comme la vôtre. Je sais à quel point vous êtes occupés, surtout à cette période de l'année, alors que les poules couvent, que les veaux se mettent à vèler et que tout commence à germer. Je vous remercie donc d'avoir trouvé le temps de venir.

Comme vous, nos agriculteurs locaux sont confrontés aux difficultés liées aux coûts de la main-d'œuvre et des terres, à la transformation, au transport et à la bureaucratie, mais j'aimerais vous poser une question sur un aspect bureaucratique très précis.

Je ne sais pas si vous le savez ou non, mais l'alimentation est l'un de ces domaines qui, constitutionnellement, sont partagés entre le gouvernement fédéral et les provinces. Cela signifie que tous les ordres de gouvernement se mêlent fréquemment de ces affaires, mais lorsque vient le temps de supprimer un règlement ou lorsqu'il

y a un problème, une difficulté, ils répondent souvent: « Ce n'est pas de mon ressort ».

On est confronté à ce problème dans les environs de ma circonscription en ce moment. Il y a des enjeux touchant les réserves de terres agricoles, les districts régionaux et les municipalités, le zonage provincial et toutes sortes de changements visant à favoriser la construction de logements. Cela a semé un certain chaos dans le secteur agricole.

Je me demande si vous aimeriez en parler.

Tim Livingstone: Nous sommes chanceux parce que là où nous sommes, il y a peu de zonage et de règlements de ce genre, mais vous avez raison: il m'a fallu des années pour comprendre qui contrôle quoi. Comme vous l'avez dit, il y a tout un enchevêtrement de contrôles. Par exemple, en santé, au Nouveau-Brunswick... Nous détenons et nous exploitons un petit abattoir. Nous desservons la population locale et nous élevons aussi nos propres poulets. L'Agence canadienne d'inspection des aliments, qui est un organisme fédéral, est responsable d'une partie des inspections et de la réglementation, mais une portion est aussi effectuée par la province. C'est assez déroutant.

Souvent, nous avons des questions et des problèmes. Lorsque nous cherchons des réponses, nous sommes, comme vous l'avez dit, ballottés d'un service à l'autre. C'est très difficile de s'orienter dans le système.

Je ne sais pas si j'ai répondu à votre question. En somme, il y a beaucoup de bureaucratie.

Tamara Kronis: Vous êtes en plein dans le mille.

Une chose que je vous inviterais à faire, c'est de soumettre d'autres mémoires sur le sujet au Comité. Après tout, personne ne devrait avoir besoin d'un doctorat ou du recours à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique pour que les choses se fassent dans ce pays, et les agriculteurs sont parmi les gens qui en arrachent le plus sur ce plan.

Je vais vous poser une dernière question avant de céder le reste de mon temps à mon collègue.

Il y a aussi une tension au pays entre les denrées qui doivent être transportées sur de longues distances et celles qui sont produites localement. Pensez-vous que nous en faisons assez pour mesurer la quantité de denrées produites à proximité des endroits où vivent les Canadiens?

Tim Livingstone: Non. Je ne pense pas. Il y a beaucoup d'éco-blanchiment.

Dans notre cas, nous avons une clientèle nombreuse et fidèle qui est friande de produits locaux. Quant aux produits vendus en épicerie, les choses sont loin d'être nettes. Comme je l'ai dit, 80 % des gens achètent dans les supermarchés. C'est habituellement la meilleure option pour les produits du Canada, mais il est pratiquement impossible de savoir la provenance des produits. Dans l'Est en tout cas, seule une faible proportion de produits vendus en épicerie — les fruits, les petits fruits — viennent de l'Est du Québec.

Tamara Kronis: Je suis désolée de vous interrompre. Je veux donner à mon collègue la chance de poser une question.

Le président: Vous avez 45 secondes.

Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Madame Bercier, j'ai deux questions pour vous. Si jamais vous manquez de temps pour terminer vos réponses, vous les transmettez par écrit.

Au sujet d'Alto, deux types de préoccupations sont soumises à mon bureau: les premières portent sur le tracé, comme vous l'avez expliqué, et la deuxième, qui vient de partout au pays, porte sur les coûts.

Le ministre a déclaré à la Chambre hier que 5 500 fermes étaient touchées et que l'accès serait possible. C'est quelque chose que je n'ai vu dans aucun projet de train à grande vitesse ailleurs dans le monde. J'aimerais savoir ce que vous en pensez et ce que vous pensez aussi des répercussions.

Deuxièmement, j'ai aperçu derrière vous le logo du groupe Se-Can, qui s'oppose aux fermetures des stations de recherche agricoles. Vous êtes une entreprise privée qui produit et qui distribue des semences. Pourriez-vous parler de l'importance de la recherche en agriculture pour l'industrie des semences et pour l'agriculture en général?

• (1145)

Le président: Malheureusement, je vais devoir vous interrompre. Il reste trois secondes.

Je cède la parole à M. MacDonald.

Je vous signale que les votes sont imminents. En fait, les cloches devraient sonner dans une dizaine de minutes. En temps voulu, je vais devoir vous demander le consentement unanime pour poursuivre nos travaux pendant la sonnerie. En présumant que vous voterez à distance, lorsque les cloches retentiront, je demanderai le consentement unanime. Nous poursuivrons nos travaux et nous passerons au deuxième groupe de témoins pendant la sonnerie.

Une fois que les cinq minutes de M. MacDonald et que les deux minutes et demie du Bloc seront passées et que j'aurai obtenu le consentement unanime, nous allons suspendre la séance et faire entrer le deuxième groupe de témoins. Avec un peu de chance, nous commencerons cinq minutes plus tôt. Nous arrêterons environ à 12 h 20 et nous passerons aux votes. Au retour, nous donnerons les instructions de rédaction et le reste. Je vais avoir besoin de l'aide du Comité pour mettre à exécution ce plan.

Monsieur MacDonald, vous avez cinq minutes.

Kent MacDonald (Cardigan, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je vais poser quelques questions à M. Killorn, de la P.E.I Federation of Agriculture.

Monsieur Killorn, je vous remercie d'être des nôtres aujourd'hui.

Je tiens aussi à remercier la fédération de l'agriculture, dont j'ai été membre du conseil d'administration, comme vous le savez, pendant de nombreuses années. Mon passage à la fédération m'a peut-être donné l'impulsion grâce à laquelle je suis devenu député au Parlement.

Évidemment, la fédération de l'Île-du-Prince-Édouard défend avec vigueur les intérêts des producteurs dans tous les secteurs agricoles, mais ce qui m'a le plus interpellé dans votre déclaration, c'est lorsque vous avez dit que la sécurité alimentaire allait aujourd'hui au-delà de la production de denrées alimentaires et lorsque vous avez parlé d'AgIntel et de la stratégie de capacité de calcul pour l'agriculture. Comme l'agriculture est le moteur économique de ma circonscription, je vois bien tout ce que pourraient faire les technologies pour améliorer la productivité, réduire les coûts et renforcer la sécurité alimentaire. Je comprends aussi l'importance pour les

agriculteurs de conserver le contrôle de leur ferme et de leurs données.

Pourriez-vous expliquer pourquoi il faut assurer notre souveraineté des données sur l'agriculture au Canada au lieu de les céder à des plateformes étrangères?

Donald Killorn: Merci de la question.

C'est bien de vous revoir dans ce contexte. Vous m'avez fait la vie dure lorsque vous étiez membre du conseil d'administration. Je suis content de ne plus vous avoir dans les pattes. La fédération était dans votre circonscription hier. Mon équipe était sur le toit de la ferme R.A. Rose & Sons pour y installer une antenne d'AgIntel. Je n'étais pas avec eux, car j'étais en ville pour ma coupe de cheveux. Selon nous, ce dispositif devrait faire économiser à ces agriculteurs environ 70 \$ l'acre cette année, et les données resteront en leur possession.

C'est vraiment là que le projet a commencé. Les agriculteurs ne souhaitent pas pratiquer l'agriculture de précision. Puisque ce système prend énormément de données, ils ne le déploieront pas tant qu'ils n'auront pas la garantie que les données resteront dans leur exploitation. L'idée est apparue avant que l'intelligence artificielle ne devienne une préoccupation ou une occasion à saisir. Étant donné que l'intelligence artificielle est de plus en plus présente et que les gens demandent à ChatGPT ou à Claude ce qu'ils devraient faire et comment ils devraient le faire, il faut préserver la souveraineté et le contrôle des données.

Au vu du déploiement de la stratégie sur l'intelligence artificielle et du discours sur l'importance de la santé et des données sur la santé, je soutiens l'importance égale des données sur l'agriculture pour la souveraineté de notre économie et notre sécurité alimentaire. Il existe une avenue qui permettra de générer de la valeur tout en assurant la gestion des risques de l'entreprise et la sécurité alimentaire. Des investissements dans la technologie et dans l'infrastructure numériques protégeront la souveraineté du Canada, la souveraineté alimentaire de même que la sécurité nationale et la sécurité alimentaire.

Nous n'enverrions pas de pois chiches canadiens à l'étranger pour ensuite importer de la pâte de pois chiches à prix fort. Or, ce principe s'applique aussi à nos données: il faut faire le traitement et créer des données à valeur ajoutée chez nous. Les données doivent rester dans les mains des agriculteurs. Elles ne doivent pas aller aux grandes multinationales et être revendues ensuite avec valeur ajoutée aux agriculteurs à prix beaucoup plus élevé. C'est en collaborant avec les gens sur le terrain que nous pourrions accroître la sécurité alimentaire au moyen de ces nouvelles technologies.

• (1150)

Kent MacDonald: Merci, monsieur Killorn.

Pouvez-vous parler aussi des infrastructures nécessaires pour conserver ces données dans votre exploitation? Vous avez parlé de la ferme Roses, dans l'Est, qui a installé ce que j'appellerais une antenne — faute de trouver le bon terme.

Donald Killorn: C'était bien une antenne.

Kent MacDonald: Comment ce dispositif aidera-t-il les fermes à assurer la gestion des risques de l'entreprise?

Donald Killorn: Je pense que c'est la partie la plus intéressante. Puisque nous amorçons la phase la plus sérieuse du prochain cadre stratégique pour l'agriculture, le débat à l'échelle nationale portera à n'en pas douter sur la gestion des risques de l'entreprise. Les problèmes sont soulevés, mais pas vraiment les solutions. On dit que c'est lent, rétrograde et que cela ne tient pas compte des changements climatiques. Si j'ai bien compris, 40 % des prestations d'Agriabilité seront versées dans les huit mois suivant la fin de l'année du programme.

La gestion des risques de l'entreprise et les infrastructures de données que nous imaginons seraient dotées d'assurances paramétriques, de pratiques exemplaires visant entre autres le climat, de soutien à la gestion des risques de l'entreprise et de rétributions pour les agriculteurs qui accroissent la résilience. Si nous pouvions revenir en arrière, avant la deuxième ronde du Fonds d'action à la ferme pour le climat, nous aurions pu réaliser pas mal de progrès vers l'atteinte des objectifs avec cet argent.

Le président: Merci beaucoup.

Donald Killorn: Il faudra investir énormément dans les données à la ferme pour assurer la gestion des risques de l'entreprise.

Le président: Merci.

Je cède la parole au Bloc québécois pour deux minutes et demie.

Kent MacDonald: Merci, monsieur Killorn.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

Madame Bercier, j'ai été très touché par votre témoignage et par la vision que vous portez de l'agriculture.

Un article dans *Le Droit* parle de votre entreprise, de la vente d'engrais verts et de son importance dans la résilience de votre ferme. Votre conjoint est cité dans l'article. Il mentionne une pratique en vigueur au Québec, en vertu de laquelle on obtient un remboursement si on donne une facture de semences d'engrais verts.

Ce genre de pratique favoriserait-il la possibilité de faire cette transition vers des fermes plus résilientes? Ultimement, est-ce qu'il est possible que plus le gouvernement sera impliqué dans des initiatives qui, comme les circuits courts notamment, réduisent les tarifs pour les producteurs, plus on améliorera la sécurité alimentaire et l'abordabilité pour les consommateurs?

Karine Bercier: Absolument. C'est ça.

Je vous dirais que ça fait à peu près cinq ans que l'on voit une énorme augmentation des ventes d'engrais verts. D'année en année, c'est à la hausse. C'est très encourageant parce que, surtout ces dernières années, on s'est dit qu'avec l'économie et les marges serrées, les agriculteurs allaient moins investir dans les engrais verts précisément parce que c'est quelque chose où ils allaient pouvoir couper dans leurs dépenses. Qu'on le veuille ou non, quand on met de l'engrais vert, c'est un investissement à long terme. On ne voit pas automatiquement, l'année d'après, les bienfaits de cet engrais vert. C'est vraiment à long terme.

Cependant, je dois vous dire que, ces dernières années, nous avons été encouragés, autant en Ontario qu'au Québec. Au Québec, par contre, on vend des engrais verts beaucoup plus sophistiqués, précisément grâce à la subvention provinciale que les agriculteurs reçoivent. Ils sont donc plus encouragés à investir dans leurs sols et à les enrichir pour apporter un rendement supérieur dans les années

futures. Il est certain que le fait d'investir dans les engrais verts apporte une résilience et un bienfait aux générations futures.

De plus, il serait formidable d'avoir un programme. Il y a un programme fédéral pour inciter les gens à mettre de l'engrais vert, mais il est un peu complexe et le montant maximal qu'on peut aller chercher est de 20 000 \$, je pense. Encore là, c'est un système où l'on doit mettre en place un plan environnemental. C'est quand même assez complexe. De plus, il fonctionne selon le principe du premier arrivé, premier servi.

[Traduction]

Le président: Merci.

● (1155)

[Français]

Sébastien Lemire: Merci.

Karine Bercier: Si on pouvait cependant encourager davantage l'emploi des engrais verts, au fédéral, ce serait formidable.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons suspendre la séance quelques minutes pour permettre au deuxième groupe de témoins de s'installer. Il faut procéder le plus rapidement possible parce que si les cloches commencent à sonner pendant notre pause, nous serons paralysés pendant une demi-heure.

Merci aux témoins. Nous suspendons la séance pendant quelques minutes.

● (1155)

(Pause)

● (1200)

Le président: Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le jeudi 18 septembre, le Comité reprend son étude sur la sécurité alimentaire face à l'instabilité mondiale.

J'aimerais accueillir les témoins qui se joignent à nous aujourd'hui.

Ne vous inquiétez pas: les cloches cesseront dans quelques minutes.

De la Community Food Sharing Association Inc., nous avons M. Fred Marshall et Mme Tina Bishop. Nous accueillons aussi M. Christian Bibeau, directeur général, Moisson Estrie. Du Prince Edward Island Potato Board, nous recevons M. Greg Donald et Mme Krista Shaw.

Merci à chacun d'entre vous d'être des nôtres aujourd'hui.

Nous allons commencer par les déclarations liminaires de cinq minutes.

Auparavant, je voudrais rappeler quelques consignes. Avant de parler, veuillez attendre que je vous donne la parole ou qu'un député vous pose une question directement. Si vous participez par vidéoconférence, cliquez sur l'icône du microphone pour activer votre micro. Le mode sourdine doit être activé entre vos interventions. Si vous participez sur Zoom, sélectionnez le canal approprié pour l'interprétation. Comme les membres du Comité peuvent poser des questions en français ou en anglais, je vous recommande de choisir le bon canal d'interprétation avant la période de questions.

Évidemment, nous recommandons à tous les participants de consulter les lignes directrices sur les fiches qui se trouvent sur la table. Ces mesures aident à prévenir les incidents acoustiques et les retours de son afin de protéger la santé et la sécurité de tous les participants, notamment des interprètes. Vous pouvez visionner une courte vidéo de sensibilisation au moyen du code QR indiqué sur la fiche si vous voulez en savoir plus.

Nous allons commencer en ligne avec le Prince Edward Island Potato Board.

Vous avez cinq minutes.

Krista Shaw (directrice des relations avec les parties prenantes, Prince Edward Island Potato Board): Bonjour, monsieur le président, mesdames et messieurs. Merci de m'avoir invitée à témoigner dans le cadre de votre étude qui vise à renforcer la sécurité alimentaire face à l'instabilité mondiale.

Je m'appelle Krista Shaw. Je suis directrice des relations avec les parties prenantes au Prince Edward Island Potato Board. Je suis accompagnée du directeur général, Greg Donald.

La sécurité alimentaire n'est plus une préoccupation lointaine. C'est une priorité nationale à laquelle sont directement liées la stabilité économique, la souveraineté et la résilience. Partout dans le monde, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, les conflits géopolitiques, le protectionnisme, les pressions climatiques et l'incertitude économique amènent les pays à gérer autrement la production alimentaire et l'accès aux aliments. En même temps, le nombre de fermes au Canada, y compris à l'Île-du-Prince-Édouard, continue à décliner.

Si nous voulons instaurer un système alimentaire sûr et résilient au pays, il faut que la sécurité alimentaire conditionne tous les processus décisionnels fédéraux. C'est une question qui ne se limite plus au domaine agricole, mais qui touche aussi à la sécurité nationale. Le Canada est privilégié de compter certains des producteurs les plus compétents, innovateurs et écoresponsables dans le monde. Or, ces producteurs font face à des pressions croissantes telles que l'inflation persistante, la pénurie de main-d'œuvre, la hausse du coût des intrants, la volatilité du marché, la réduction des marges et les effets de plus en plus délétères des événements météorologiques. Les agriculteurs doivent produire davantage avec moins de ressources tout en continuant d'investir dans de nouvelles technologies pour favoriser la durabilité. Chaque agriculteur qui quitte l'industrie représente une perte importante pour l'économie et la capacité de production alimentaire du Canada. Le gouvernement doit tout faire pour protéger ce secteur vital.

Un bon exemple est la lenteur du processus d'approbation des demandes et des produits à la Direction de la réglementation des pesticides, anciennement l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire. Ces délais nuisent à la compétitivité du secteur agricole canadien et à sa capacité à s'ajuster aux difficultés changeantes. Un accès à point nommé à des outils de protection des cultures, à des technologies de précision et à des méthodes modernes d'épandage approuvées par le gouvernement fédéral telles que l'utilisation de drones, est essentiel à la gestion des risques pour les cultures, à l'adaptation aux pressions météorologiques, à l'amélioration de la productivité et à la réduction des impacts environnementaux. Les agriculteurs canadiens resteront en phase avec les concurrents internationaux à condition de posséder les outils nécessaires pour maintenir leur productivité et leur durabilité.

L'innovation est essentielle à la durabilité et à la sécurité alimentaire. Les nouvelles technologies permettent aux producteurs de produire plus de denrées avec moins de ressources et de réduire les effets environnementaux. À l'Île-du-Prince-Édouard, l'irrigation est devenue une nécessité en raison des conditions de plus en plus chaudes et sèches. Les installations modernes d'entreposage et les technologies avancées d'emballage sont elles aussi essentielles au maintien de la qualité des cultures et de la réduction des déchets. Toutefois, la réduction des marges contraint de nombreux producteurs à choisir entre s'endetter davantage pour moderniser leur exploitation ou quitter carrément l'industrie. L'accès aux programmes d'investissement en capital pour toutes les tailles d'exploitations agricoles sera essentiel à la stabilité de l'approvisionnement alimentaire au pays.

Les organismes qui s'occupent de la réglementation et du commerce doivent aussi reconnaître les effets concrets de leurs décisions sur le commerce interprovincial, la compétitivité des exportations et les partenariats internationaux. L'Île-du-Prince-Édouard, qui compte environ 180 000 habitants, produit suffisamment de pommes de terre pour nourrir 25 millions de personnes. Les producteurs canadiens dépendent de l'accès fiable aux marchés nationaux et internationaux. Les décisions liées à la réglementation doivent tenir compte de la réalité des entreprises afin de soutenir la compétitivité et les relations commerciales solides.

Les agriculteurs sont résilients. Ils s'adaptent, innovent et continuent à évoluer malgré les pressions énormes...

● (1205)

Le président: Malheureusement, je dois vous interrompre un instant. Je suis désolé, madame Shaw. Je vais arrêter le chronomètre.

Les cloches sonnent pour nous avertir de la tenue d'un vote. Comme la sonnerie dure 30 minutes, le vote se tiendra à 12 h 37. Puisque le vote en tant que tel prend environ 10 minutes, nous serons probablement de retour à 12 h 47 ou à 12 h 50.

J'ai besoin d'une motion du Comité qui propose la poursuite de nos travaux. Je demande le consentement unanime.

Des députés: D'accord.

Le président: C'est bien. Nous pouvons continuer.

Je dois faire mes calculs en gardant en tête les instructions de rédaction qu'il faut donner, que nous devions donner la semaine dernière. Je ne sais pas si nous aurons le temps. Je vais en discuter avec la greffière, mais pour l'heure, nous poursuivons nos travaux.

Je vous reviens dans un instant. Il nous faudra peut-être modifier un peu les temps de parole.

Madame Shaw, vous pouvez poursuivre votre déclaration. Il vous reste une minute et 20 secondes.

Krista Shaw: Merci. Je vais juste reprendre le dernier paragraphe.

Les agriculteurs canadiens sont résilients. Ils s'adaptent, innover et continuent d'aller de l'avant malgré d'énormes pressions, mais la résilience à elle seule ne suffit pas à porter le fardeau. Les producteurs ont besoin de politiques, de systèmes de réglementation, de cadres commerciaux et de programmes d'investissement qui favorisent l'innovation, la modernisation et la compétitivité mondiale, et qui font passer la production alimentaire en premier, et non en dernier.

Les agriculteurs canadiens excellent déjà dans la production d'aliments sûrs et durables. Ils devraient se concentrer sur la culture de ces aliments, et non se demander s'ils pourront survivre à la prochaine saison, car face à l'instabilité mondiale, les pays qui resteront les plus forts seront capables de se nourrir et de nourrir le monde.

Le président: Je vous remercie.

Nous allons maintenant céder la parole à la Community Food Sharing Association Inc. pour cinq minutes.

Tina Bishop (directrice générale, Community Food Sharing Association Inc.): Monsieur le président et honorables membres du Comité, je vous remercie de m'avoir invitée à comparaître devant vous aujourd'hui dans le cadre de votre étude sur la sécurité alimentaire face à l'instabilité mondiale. Comme vous l'indiquez dans votre lettre, cette étude porte sur le renforcement de la production et de la transformation alimentaires au niveau local, la réduction de l'empreinte environnementale et le soutien aux initiatives d'achat local. Ce sont là des priorités qui reflètent profondément les réalités auxquelles nous sommes confrontés à Terre-Neuve-et-Labrador.

Je m'appelle Tina Bishop. J'occupe le poste de directrice générale de la Community Food Sharing Association, le centre provincial des banques alimentaires de Terre-Neuve-et-Labrador. Nous soutenons un réseau de plus de 60 banques alimentaires dans toute la province, des communautés côtières isolées aux centres urbains. Nous constatons de nos propres yeux à quel point l'instabilité mondiale provoque des difficultés locales.

L'insécurité alimentaire dans notre province est le résultat de trois pressions qui s'entrecroisent.

La première est la géographie. De nombreuses communautés dépendent de chaînes d'approvisionnement longues qui sont tributaires des conditions météorologiques. Lorsque l'instabilité mondiale perturbe le transport ou la disponibilité des denrées, nos rayons en ressentent immédiatement les effets.

La deuxième est le coût de la vie. L'inflation des coûts alimentaires frappe plus durement ici, où les prix sont déjà parmi les plus élevés au pays.

La troisième est une production locale limitée. Terre-Neuve-et-Labrador importe environ 90 % de sa nourriture. Tout choc mondial — qu'il soit économique, environnemental ou géopolitique — se transforme en crise locale.

Votre motion souligne que la demande des consommateurs pour des aliments produits localement a atteint des niveaux sans précédent et que le Canada a considérablement réduit ses investissements en capital dans le secteur agroalimentaire. Ces défis sont amplifiés à Terre-Neuve-et-Labrador, où la capacité de production locale est faible, mais où la volonté de la communauté est forte.

Notre solution portée par la communauté est le partenariat Sowing Seeds—Growing Community. Bien qu'un changement struc-

turel à grande échelle soit essentiel, je tiens à mettre en avant un partenariat qui démontre ce qu'il est possible de réaliser lorsque des organisations communautaires, des bénévoles et des dirigeants locaux travaillent ensemble pour renforcer la sécurité alimentaire. Le partenariat Sowing Seeds—Growing Community est une initiative qui rassemble des groupes communautaires, des agriculteurs, des bénévoles et des dirigeants locaux afin de développer le jardinage communautaire, d'améliorer l'accès à des produits frais cultivés localement et de renforcer les systèmes alimentaires locaux dans une province où les saisons de culture sont courtes et les terres arables limitées.

Nous sommes reconnaissants de la subvention récemment accordée par Agriculture et Agroalimentaire Canada, qui nous aide à développer et à stabiliser le programme Sowing Seeds—Growing Community. Cet investissement fédéral permet la création de nouveaux espaces de culture communautaires, une production accrue de produits frais destinés aux banques alimentaires, des possibilités de formation et d'engagement pour développer des compétences alimentaires sur le long terme et une plus grande résilience en matière d'accès à l'alimentation locale pendant les périodes d'instabilité mondiale. Ce soutien est un exemple concret de la manière dont l'investissement fédéral peut favoriser l'innovation communautaire et faire directement progresser l'objectif du Comité visant à renforcer la production et la transformation alimentaires au niveau local, des communautés nordiques et isolées jusqu'aux centres urbains. Il démontre également que l'innovation en matière de sécurité alimentaire n'est pas seulement technologique, mais aussi sociale. Il s'agit de donner aux communautés les moyens de grandir ensemble, même dans des conditions difficiles.

Il y a également des défis en matière d'infrastructure. Si les partenariats communautaires sont essentiels, notre capacité à distribuer efficacement la nourriture dans toute la province est limitée par un défi majeur. La Community Food Sharing Association a dépassé la capacité de ses installations actuelles. Notre entrepôt n'a jamais été conçu pour répondre à l'ampleur des besoins actuels. Nous sommes confrontés à une capacité de stockage insuffisante pour les produits secs et les denrées périssables, à un espace limité pour la réfrigération et la congélation, à une infrastructure inadéquate pour le chargement et la distribution et à un manque d'espace pour développer la programmation, la formation ou les initiatives communautaires. Dans une province où les chaînes d'approvisionnement sont fragiles et dépendantes des conditions météorologiques, un centre de distribution alimentaire moderne et résilient face au climat n'est pas un luxe; c'est une infrastructure essentielle.

● (1210)

Une nouvelle installation spécialement conçue permettrait de renforcer la sécurité alimentaire provinciale, d'améliorer la capacité de réponse aux urgences, de soutenir l'approvisionnement et la transformation alimentaires au niveau local, de réduire le gaspillage, d'accroître l'efficacité et de renforcer notre capacité à stocker et à distribuer des produits frais cultivés localement.

Le président: Je vous remercie.

Le temps file, si bien que je dois vous interrompre au bout de cinq minutes.

Je vais céder la parole à Christian Bibeau de Moisson Estrie pour cinq minutes.

[Français]

Christian Bibeau (directeur général, Moisson Estrie): Bonjour, et je vous remercie de me recevoir aujourd'hui.

Je suis Christian Bibeau, directeur général de la banque alimentaire Moisson Estrie, située à Sherbrooke, au Québec.

La sécurité alimentaire désigne la capacité d'une population à avoir un accès stable, suffisant, abordable et nutritif à l'alimentation. Au Canada, cette sécurité est de plus en plus influencée par l'instabilité mondiale.

Plusieurs facteurs internationaux fragilisent l'approvisionnement alimentaire: les guerres et les tensions commerciales, les événements climatiques, la hausse des coûts de l'énergie et des transports, ou encore la dépendance aux importations, entre autres.

Les guerres au Moyen-Orient et en Ukraine de même que les tensions géopolitiques actuelles ont des conséquences graves sur la sécurité alimentaire des ménages canadiens. Nous constatons également les effets des droits de douane imposés par les États-Unis et la multiplication des conflits commerciaux impliquant, notamment, la Chine et l'Europe. Cette réalité mondiale influe grandement sur la capacité d'action du gouvernement canadien alors que les budgets s'orientent de façon importante vers l'industrie militaire plutôt que la sécurité alimentaire.

Le coût de la vie en général et, plus spécifiquement, le poids financier pour trouver et habiter un logement adéquat figurent au chapitre des conséquences directes des conflits et des guerres. Également, le coût des denrées augmente et les paniers d'épicerie rapetissent. Les entreprises agricoles sont fragilisées par les coûts d'énergie et des intrants nécessaires aux productions.

La question climatique entraîne également des conséquences majeures, tant matérielles qu'humaines et financières, alors que les feux de forêt, les épisodes de sécheresse ou d'inondations et autres manifestations minent la santé globale de nos communautés. Ceci oblige nos gouvernements à prendre des mesures d'urgence onéreuses qui nuisent aux finances publiques, réduisant du même coup, par vases communicants, les investissements nécessaires pour faciliter et favoriser l'accès à des aliments sains et en quantité suffisante pour la population.

En somme, le Canada, malgré l'existence importante de terres agricoles et malgré un secteur bioalimentaire très présent, reste à la merci de situations qui échappent à son contrôle et à ses capacités politiques et diplomatiques.

Il y a des solutions: avoir une volonté forte et assumée de remplacer les importations, lorsque cela est possible, par des politiques d'autonomie alimentaire audacieuses; favoriser l'accès aux terres et financer résolument la relève agricole; mettre fin à la spéculation des terres agricoles; agir pour être mieux préparé à faire face aux conséquences des changements climatiques; financer, en collaboration avec les provinces, l'achat d'aliments canadiens et mettre en place une politique bioalimentaire audacieuse; mettre en place des mesures fiscales attrayantes pour favoriser la récupération d'aliments propres à la consommation humaine.

Finalement, il faut faire tout ce qu'il faut afin de réduire significativement le gaspillage alimentaire.

Le gaspillage alimentaire constitue un enjeu économique, social et environnemental majeur au Canada et touche toute la chaîne alimentaire, de la production agricole jusqu'au ménage. Le Canada est

le plus grand gaspilleur de nourriture en Amérique du Nord et le deuxième parmi les pays du G7. Chaque foyer jette en moyenne 140 kilos de nourriture chaque année, ce qui représente une perte d'environ 1 300 \$.

Selon une étude réalisée en 2024 par Deuxième Récolte, la plus grande organisation de récupération alimentaire au Canada, 46 % de toute la nourriture au Canada est gaspillée chaque année; 41 % de ce gaspillage est évitable et représente une valeur de 58 milliards de dollars. Les dates « meilleur avant » sont à l'origine de 23 % du gaspillage alimentaire évitable, et ce gaspillage contribue aux émissions de gaz à effet de serre à hauteur d'environ 25,7 millions de tonnes métriques par an, soit l'équivalent de 253 000 vols de Toronto à Vancouver.

Chez nous, nous réalisons un projet à petite échelle, mais très concret, qui se nomme Viande solidaire et qui vise à récupérer et à valoriser la viande d'animaux fragilisés afin de soutenir les organismes engagés dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Les objectifs du projet sont de réduire le gaspillage alimentaire, d'offrir une nouvelle avenue aux producteurs en proposant une option supplémentaire pour certains animaux fragilisés, de soutenir les communautés locales en favorisant un approvisionnement en viande, et de permettre aux organismes d'aide alimentaire de notre région d'avoir accès à plus de protéines animales.

Ainsi, lorsqu'un animal ne peut plus être valorisé dans les circuits commerciaux habituels, les producteurs peuvent choisir de le diriger vers le projet Viande solidaire, afin que cette viande puisse nourrir la communauté. À défaut de quoi, le producteur doit se débarrasser de l'animal, ni plus ni moins, ce qui équivaut à une perte nette pour lui et aussi, évidemment, pour l'ensemble de la communauté.

● (1215)

En règle générale, quand un producteur agricole fait un don de denrées à un organisme de bienfaisance enregistré au Canada...

[Traduction]

Le président: Attendez un instant, monsieur. Je pense que nous avons brièvement perdu l'interprétation.

Kent MacDonald: La qualité du son...

Le président: Nous avons perdu la qualité du son aussi.

Les cinq minutes sont écoulées, mais je vais vous accorder 20 secondes supplémentaires pour conclure, étant donné qu'il y a eu un petit trouble à la fin. Vous pourriez peut-être réessayer pour voir si la qualité est revenue à la normale.

[Français]

Christian Bibeau: Le gouvernement canadien offre un avantage fiscal de 100 % pour un don d'une protéine ou d'un animal, ou d'un don alimentaire de la part d'un producteur. Au Québec, à certaines conditions, cette déduction fiscale est de 150 %. Adopter la même mesure à l'échelle canadienne permettrait certainement de valoriser le don, de lutter contre le gaspillage alimentaire et de contribuer à nourrir nos communautés.

● (1220)

[Traduction]

Le président: Je vous remercie. Merci de votre patience.

Chers collègues, le vote est à quelle heure?

Dave Epp: C'est dans 16 minutes. Pouvons-nous poser des questions?

Le président: Si nous disposons de 16 minutes, pourquoi ne pas procéder à la première série de questions? Je vais accorder cinq minutes aux trois intervenants. Cela vous convient-il?

Passons à la première série de questions. J'aimerais que nous suspendions la séance pour aller voter, puis que nous reprenions pour terminer la réunion en utilisant, je l'espère, les 14 minutes restantes.

Dave Epp: C'est pour la rédaction ou pour des questions?

Le président: C'est pour des questions. Nous repousserons la rédaction à la semaine prochaine.

Nous allons maintenant céder la parole à M. Epp pour cinq minutes.

Dave Epp: Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins.

Je vais blâmer le P.E.I. Potato Board pour avoir mis dans ma tête cette phrase qui n'en sort plus: « le ketchup adore les pommes de terre ». Je pars pour assister au World Processing Tomato Congress en fin de semaine. Votre participation au Congrès mondial de la pomme de terre est très importante pour affirmer la place du Canada sur la scène internationale...

Vous avez parlé de l'importance des accords commerciaux tant au niveau national qu'international. Que se passerait-il si le Canada ne parvenait pas à conclure un accord dans le cadre de l'ACEUM? Cent soixante associations agricoles des trois pays ont souligné l'importance de cet accord commercial. Pouvez-vous nous parler de son importance pour l'Île-du-Prince-Édouard?

Greg Donald (directeur général, Prince Edward Island Potato Board): Certainement.

Je vous remercie, en passant, de l'occasion que vous me donnez aujourd'hui.

Dans notre secteur d'activités, plus particulièrement celui des produits frais, la moitié est au Canada et l'autre moitié est aux États-Unis. C'est une part importante de notre secteur des produits frais. Si j'y ajoute la part de notre secteur des produits transformés qui est aux États-Unis, cela représenterait environ la moitié de notre production. Nous sommes également en voie de nous implanter sur le marché mexicain. Il va donc sans dire qu'un accord commercial qui garantira la continuité de nos activités avec ces deux partenaires est essentiel.

Dave Epp: Merci.

L'Île-du-Prince-Édouard était autrefois un grand exportateur de pommes de terre de semence, mais les données montrent que la province est désormais un importateur net de pommes de terre de semence. Le ministre a-t-il déjà rencontré les représentants de l'industrie des pommes de terre de semence?

Où se situe l'Île-du-Prince-Édouard du point de vue des exportations de pommes de terre de semence?

Greg Donald: Nous avons eu plusieurs rencontres avec le ministre fédéral. C'est également mon député et, bien sûr, le ministre. Les semences représentent toujours environ 8 % de notre... Historiquement, cela représente environ 10 % de notre production à l'Île-du-Prince-Édouard. La majeure partie de cette production reste ici dans la province. À ce jour, aucun changement n'a été apporté à

l'arrêté ministériel qui permettrait aux pommes de terre de semence de quitter l'Île-du-Prince-Édouard.

Dave Epp: Vous avez évoqué la chute considérable des revenus agricoles à l'Île-du-Prince-Édouard l'année dernière. La sécheresse a évidemment été un facteur. Quels autres facteurs entrent en ligne de compte? Il y a les coûts des intrants, je suppose, mais aussi l'importance des programmes de gestion des risques de l'entreprise, ou GRE.

Greg Donald: Absolument, oui. La sécheresse de l'année dernière a fait baisser de 30 ou 40 % la production de nombreuses exploitations agricoles. Il y avait des incertitudes concernant les droits de douane, les coûts, la main-d'œuvre, etc. Cela a eu une incidence, je crois, sur les revenus nets globaux des exploitations agricoles, qui ont baissé de 30 %. La saison dernière a été catastrophique.

Dave Epp: Cette étude porte plus particulièrement sur la sécurité alimentaire, dont la sécurité des intrants agricoles constitue un volet. L'Île-du-Prince-Édouard est une île. En ce qui concerne les engrais, les trois principaux intrants sont l'azote, le phosphore et le potassium. Il en va de même pour l'agriculture dans l'ensemble du Canada. D'où proviennent l'azote, le phosphore et le potassium de l'Île-du-Prince-Édouard?

Greg Donald: Mme Shaw le sait peut-être. J'ai déjà travaillé dans ce secteur. Je ne suis plus un expert aujourd'hui, mais la grande majorité de nos engrais nous parvient par voie maritime, évidemment en raison de notre situation géographique, et provient essentiellement du monde entier. Tout changement dans l'approvisionnement ou les droits de douane a une incidence considérable sur nos coûts ici à l'Île-du-Prince-Édouard et, bien franchement, dans tout le pays, je crois.

Dave Epp: Oui, vous avez tout à fait raison. Le Canada devrait être un exportateur net d'azote, mais nous sommes en fait un importateur net, plus particulièrement dans l'Est du Canada. Il est évident que nous commençons maintenant à utiliser la potasse de la Saskatchewan, puisque nous sommes le plus grand exportateur de potasse au monde. Or, historiquement, la potasse provenait de l'étranger en raison de notre manque d'infrastructures de transport est-ouest.

Je veux m'attarder plus particulièrement sur le phosphore. À l'avenir, en matière de sécurité des intrants, les sources mondiales de phosphore — la Floride, le Maroc, la Jordanie et l'Arabie saoudite — ne sont pas, surtout à l'heure actuelle, les endroits les plus stables pour s'approvisionner. Quels seraient vos commentaires, notamment sur le phosphore?

• (1225)

Greg Donald: Oui, nous sommes très préoccupés par le coût de ce produit à l'avenir. Vous ne l'avez pas mentionné, mais le soufre est un composant essentiel dans la fabrication du phosphate de diammonium, et je pense que la situation au Moyen-Orient a une incidence importante sur cet ingrédient.

Nous sommes très préoccupés par l'azote, mais je pense que nous devons nous préoccuper tout autant non seulement du prix, mais aussi de l'approvisionnement en phosphore.

Le président: Je vous remercie.

Je vais maintenant céder la parole aux libéraux pour cinq minutes.

Allez-y, monsieur Connors.

Paul Connors (Avalon, Lib.): Merci.

Je remercie tous les témoins d'être venus aujourd'hui. Je veux commencer avec la Community Food Sharing Association.

Nous étudions la sécurité alimentaire. Comment définiriez-vous la sécurité alimentaire?

Tina Bishop: La sécurité alimentaire ne concerne pas toujours forcément la nourriture. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte. Le revenu est fondamentalement la cause première de l'insécurité alimentaire dans notre province. Les gens n'ont tout simplement pas les moyens d'acheter la nourriture dont ils ont besoin. Nous constatons des niveaux de revenus faibles, une hausse des coûts du logement et une augmentation du prix des aliments dans notre province, et tous ces facteurs ont un lien direct avec le nombre de personnes contraintes de se rendre dans les banques alimentaires de notre province.

L'an dernier, les banques alimentaires de Terre-Neuve-et-Labrador ont recensé 185 000 visites. C'est une hausse de la demande sans précédent dans l'histoire des banques alimentaires de Terre-Neuve-et-Labrador.

Paul Connors: Nous venons d'entendre un autre témoin parler du gaspillage alimentaire.

Quelle est la situation à Terre-Neuve-et-Labrador concernant le gaspillage alimentaire, et pensez-vous qu'il existe des moyens d'améliorer la situation?

Tina Bishop: Le gaspillage alimentaire à Terre-Neuve-et-Labrador est certainement une préoccupation pour nous. Nous essayons de récupérer le plus de nourriture possible. Nous travaillons en collaboration avec des partenaires dans toute la province, des épicerie locales, des commerçants et des agriculteurs, afin de récupérer le plus de produits possible. Si nous disposons des ressources nécessaires pour stocker ces produits et récupérer les denrées périssables dont la date de péremption approche, nous pourrions transformer ces aliments en d'autres plats et produits destinés aux banques alimentaires de toute la province de Terre-Neuve-et-Labrador.

Paul Connors: Y a-t-il des contraintes qui vous empêcheraient de le faire?

Tina Bishop: Notre seule contrainte en ce moment concerne nos locaux. Ils ne sont tout simplement pas adaptés à nos besoins. Nous manquons d'espace. Nous n'avons pas de congélateurs ni de réfrigérateurs. Nous n'avons pas non plus la cuisine commerciale nécessaire pour poursuivre ce genre d'initiative.

Paul Connors: Vous distribuez des aliments aux quatre coins de Terre-Neuve-et-Labrador. Comme vous l'avez mentionné dans votre déclaration préliminaire, vous couvrez une région très vaste.

Pourriez-vous nous donner un peu plus de détails sur ce que vous distribuez et sur le nombre de collectivités dans lesquelles vos services sont offerts?

Tina Bishop: Nos banques alimentaires sont réparties stratégiquement un peu partout dans la province, de St. John's à Port aux Basques, en passant par la péninsule nord, jusqu'au Labrador.

Nous couvrons un très vaste territoire, avec au total 60 banques alimentaires desservant de nombreuses collectivités de la province. Par contre, il reste encore des régions mal desservies et nous aimerions être en mesure de proposer des services de banque alimentaire dans les collectivités qui s'y trouvent. C'est un objectif sur lequel nous travaillons sans relâche.

L'un de nos projets consiste à créer une banque alimentaire mobile afin de pouvoir nous rendre dans plusieurs de ces petites collectivités pour offrir aux gens la nourriture dont ils ont besoin.

Paul Connors: Si vous deviez formuler une seule recommandation pour améliorer la sécurité alimentaire à Terre-Neuve-et-Labrador, quelle serait-elle?

• (1230)

Tina Bishop: Le leadership du gouvernement fédéral dans ce domaine est essentiel. La sécurité alimentaire est liée à de nombreux enjeux nationaux, comme l'abordabilité, les mesures de soutien au revenu, la stabilité de la chaîne d'approvisionnement et l'accès aux produits dans les régions nordiques et rurales. Des engagements durables de la part du gouvernement fédéral à l'égard de ces questions contribueraient à renforcer la sécurité alimentaire dans notre province et, j'en suis sûre, dans tout le pays.

Paul Connors: Merci.

Le président: Il vous reste 30 secondes.

Paul Connors: Rapidement, quels partenariats avez-vous établis avec les producteurs et les agriculteurs locaux de Terre-Neuve-et-Labrador pour améliorer la sécurité alimentaire?

Tina Bishop: Nous venons de conclure un partenariat avec le révérend Marshall dans le cadre de son programme, Sowing Seeds-Growing Community.

Le révérend Marshall pourrait vous en dire un peu plus à ce sujet.

Fred Marshall (président du conseil d'administration, Community Food Sharing Association Inc.): Avec très peu de temps et un investissement de moins de 1 000 \$, nous avons pu servir 10 000 repas au cours de chacune des deux dernières années.

Le président: Merci.

Le vote aura probablement lieu dans quelques minutes.

Monsieur Lemire, nous ajouterons le temps que nous n'aurons pas utilisé à la fin.

Nous passons maintenant au Bloc, pour cinq minutes.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

Monsieur Bibeau, j'ai trouvé votre témoignage extraordinaire, très structuré. Vous proposez des solutions concrètes. Je vous en remercie.

Les banques alimentaires ou les différents organismes Moisson partout au Québec apportent une solution concrète. Ils font partie de la solution. On sait à quel point les étudiants et les personnes âgées sont de plus en plus présents. Les nouveaux arrivants avec qui le contrat moral n'a pas été respecté se tournent de plus en plus vers les banques alimentaires. Je vous remercie de travailler quotidiennement pour cette cause.

J'ai reçu à mon bureau des représentants de Banques alimentaires Canada. J'ai eu un échange très intéressant avec vos collègues de Gatineau et de la Mauricie. J'ai visité des organismes, accompagné de ma super Lynda, de mon équipe. J'ai aussi visité la Ressourcerie Bernard-Hamel en Abitibi-Témiscamingue à Rouyn-Noranda, qui fait un travail incroyable. Tous m'ont parlé de l'importance d'agrandir leurs locaux. En fait, tout le monde a des projets d'agrandissement de leurs locaux. J'ai l'impression que ça doit être le cas pour votre organisme aussi en Estrie.

Malheureusement, les fonds fédéraux ne sont pas disponibles. C'était le cas lorsque j'ai accompagné ces gens il y a quatre ou cinq ans pour essayer de leur trouver un nouveau local afin qu'ils se re-placent. On se tourne donc vers le Fonds des infrastructures alimentaires locales qui n'est pas adapté aux banques alimentaires comme la vôtre. Il permet une expansion nécessaire, mais les aspects de production inclus dans les critères ne conviennent pas aux banques alimentaires.

Est-ce qu'on devrait réviser ce programme ou avoir un nouveau programme? Comment peut-on financer l'agrandissement des banques alimentaires? Les besoins sont là. Vous êtes la solution la plus concrète sur le terrain pour lutter contre la famine des gens.

Christian Bibeau: Il n'y a pas de solution magique. Partout au Canada, les défis en matière d'infrastructures sont très importants. Évidemment, si on est capable de bonifier les enveloppes qui servent à aider ces organisations à se doter des infrastructures nécessaires, ce sera un grand pas en avant.

Le réseau de Banques alimentaires Canada est très structuré, tout comme celui du Québec, par ailleurs, et celui de toutes les provinces. Si on travaille avec Banques alimentaires Canada, il sera plus facile d'aller rejoindre les organisations là où elles sont. Ce sont des organisations qui sont accréditées, des organisations qui sont crédibles, et transparentes dans leurs activités. Ça peut donc être très sécurisant pour un gouvernement de faire affaire avec ces organisations issues du réseau de Banques alimentaires Canada ou, dans notre cas, de Banques alimentaires du Québec.

La question, selon nous, est la suivante: le Canada a-t-il les moyens de laisser gaspiller 46 % de toute la nourriture produite? Un montant de 58 milliards de dollars en nourriture gaspillée, n'est-il pas un argument suffisant pour y mettre les ressources conséquents?

Parmi toutes les grandes idées, parmi les grandes solutions, parfois les solutions les plus simples sont celles qui donnent les meilleurs résultats. La lutte contre le gaspillage alimentaire au Canada peut se faire avec une multitude de solutions simples qu'on peut réaliser dans chacune des communautés, avec l'aide d'un gouvernement canadien pour nous soutenir. Il faut des solutions qui vont aussi nous permettre d'aller chercher les denrées dont nous avons besoin pour nourrir les gens.

Le projet dont je parlais un peu plus tôt offre un incitatif intéressant pour les producteurs, pour les entreprises agricoles. C'est la déduction fiscale. Au Québec, si une entreprise agricole fait don d'un animal, par exemple d'une vache, d'un porc ou d'un poulet, par l'entremise du projet Viande solidaire, sa déduction fiscale est de 150 %. Si on adoptait la même mesure à l'échelle canadienne, ça pourrait encourager les producteurs à donner cette viande qui, autrement, serait perdue, mais qui deviendrait à ce moment-là une ressource inestimable. On peut parler de millions de kilos de denrées qui pourraient être distribués à des fins solidaires.

● (1235)

Sébastien Lemire: Je vous félicite pour cette initiative. Effectivement, elle vaut la peine d'être encouragée et soutenue.

Comme vous le savez, il y a aussi un autre aspect. Vous avez parlé du gaspillage et des dates de péremption, qui ont des répercussions.

Il y a également FoodHero, dont on m'a parlé à la Ressourcerie. On peut aussi parler des épiceries Liquidation Marie, par exemple,

qui ont une incidence, parce qu'on va vendre moins cher ces produits plutôt que les donner dans les banques alimentaires. Ça a un impact majeur sur ce qui peut être redistribué pour les gens qui en ont le plus besoin.

De plus, il est plus efficace pour le gouvernement de passer par chez vous que de donner un chèque électoraliste qui, dans bien des cas, répond à un besoin très ponctuel, mais qui n'a pas les mêmes retombées.

J'aimerais savoir quelles sont les autres solutions pour répondre aux besoins par rapport à la quantité de viande, notamment, chez vous. Quelles sont les solutions qui existent pour la récupération des produits en supermarché?

Vous avez parlé d'un crédit d'impôt. Ça vous affecte. J'aimerais entendre votre avis.

[Traduction]

Le président: Il vous reste sept secondes.

[Français]

Christian Bibeau: Nous allons faire tout ce que nous pouvons. C'est notre métier de le faire et nous allons continuer de le faire résolument.

Sébastien Lemire: Merci beaucoup.

[Traduction]

Le président: D'accord. Merci beaucoup.

Il ne reste que cinq secondes avant le début du vote. Je vais suspendre la séance.

J'espère que nos témoins voudront bien patienter pendant 10 minutes, le temps que nous votions. J'aimerais ensuite entamer une autre série de questions, si possible.

Si cela ne vous dérange pas, nous allons suspendre la séance pendant 10 à 12 minutes. Nous reprendrons sous peu.

Merci beaucoup.

● (1235)

(Pause)

● (1245)

Le président: Je sais que nous obtiendrons bientôt les résultats du vote, mais je me disais que nous pourrions simplement passer à la deuxième série de questions, répartie ainsi: cinq minutes, cinq minutes et deux minutes et demie. Nous lèverons ensuite la séance.

Nous allons commencer par les conservateurs, pour cinq minutes.

Monsieur Bexte, vous avez la parole.

David Bexte (Bow River, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Bienvenue, chers collègues.

Je remercie les témoins de leur présence aujourd'hui.

Mes questions s'adressent aux représentants du Prince Edward Island Potato Board. Vous avez parlé de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire et des produits destinés à la protection des végétaux ou utilisés comme pesticides. J'ai présenté un projet de loi d'initiative parlementaire: le projet de loi C-273, ou la Loi visant à faciliter la modernisation de la réglementation en matière d'agriculture. Cette mesure vise à améliorer le cadre réglementaire régissant l'importation au Canada de produits en provenance de pays de confiance et à mettre en place un régime applicable à ces pays qui comprendrait un processus de 90 jours pour l'octroi d'une licence provisoire.

Nous savons que l'homologation de nouveaux produits au Canada prend jusqu'à six ans, et que ce processus coûte très cher. Chose plus importante encore, de nombreux produits ne sont tout simplement pas exportés au Canada, car notre marché est relativement petit, et les fabricants et les inventeurs de ces produits ne sont pas prêts à supporter les coûts liés à l'homologation, à la répétition et au dédoublement des tests. Pourriez-vous nous dire ce que vous pensez de tout cela?

Quelle importance cela revêt-il pour votre industrie? Dans quelle mesure est-il important d'inscrire ces éléments dans la loi, plutôt que de s'en remettre aux dispositions du projet de loi C-30 afin de ne tenir compte que des aspects économiques dans la prise de décision?

• (1250)

Greg Donald: Je vous remercie de la question.

Nous nous demandiez ce que nous en pensons, ou quelles sont les répercussions, c'est bien cela? Cette situation nous coûte cher, ce qui nuit à notre compétitivité. Cela augmente également les coûts et, à terme, potentiellement, le prix des aliments pour les consommateurs.

L'autre chose que je pourrais ajouter, c'est qu'au Canada, dans le cadre du processus d'homologation, l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire — je sais qu'elle a changé de nom — exige à la fois des données sur l'efficacité et des données relatives à la santé, à la sécurité et à l'environnement. Aux États-Unis, on n'exige pas de renseignements sur l'efficacité. Cela constitue un obstacle majeur au Canada. Il faut laisser au marché le soin de déterminer si un produit fonctionne bien ou non. Nous sommes tout à fait favorables à ce que vous proposez.

David Bexte: Avez-vous déjà une liste? Je ne parle pas d'une liste toute faite, mais quels seraient les trois principaux éléments dont vous aimeriez disposer dans votre industrie à l'Île-du-Prince-Édouard, mais auxquels vous n'avez pas accès en ce moment?

Greg Donald: Parlez-vous plus particulièrement des phytoprotecteurs?

David Bexte: Oui.

Greg Donald: Je vais devoir vous transmettre ma réponse plus tard à ce sujet.

David Bexte: D'accord.

Greg Donald: Il y a certainement l'utilisation des drones à des fins d'épandage. Je ne comprends pas... Cette possibilité existe aux États-Unis depuis maintenant deux ans. Je sais que ce n'est pas vraiment un produit, mais comment se fait-il que nous ne soyons pas encore en mesure d'utiliser des drones au Canada?

David Bexte: Je vous remercie.

Aujourd'hui, le journal *Western Producer* a publié un article indiquant que selon une étude comparative internationale, il faut 11,7 ans pour faire homologuer un produit au Canada. Ce délai est pire que celui d'à peu près tous les autres pays du monde. Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

Le Canada maintient toujours des droits de douane de 35 % sur les importations d'engrais, et il existe des solutions de rechange au pays. Que souhaiteriez-vous que le gouvernement du Canada fasse? Il devrait ramener les droits de douane à zéro parce que les gens dépendent des engrais importés, surtout dans des régions comme l'Île-du-Prince-Édouard, qui sont loin de l'Ouest canadien et des sources d'engrais.

Greg Donald: Nous sommes d'accord. Nous sommes tout à fait favorables à l'élimination des droits de douane, car cela nous rend essentiellement...

Comme Mme Shaw l'a dit plus tôt, nous produisons suffisamment de pommes de terre pour répondre aux besoins annuels de 25 millions de personnes. Nous sommes déjà éloignés du marché, nous avons donc de nombreux obstacles à surmonter. Le coût de production est, bien évidemment, très important. Nos concurrents dans d'autres pays ont accès à des engrais à des coûts bien moindres, c'est pourquoi nous sommes tout à fait en faveur de l'abolition de ces droits de douane.

David Bexte: Diriez-vous que le maintien de ces droits de douane est une mesure contre-productive?

Greg Donald: Absolument.

David Bexte: Quelle en est l'incidence concrète sur votre compétitivité?

Greg Donald: Comme je l'ai dit, l'Île-du-Prince-Édouard ne compte que 180 000 habitants. Nous devons donc exporter notre produit, non seulement au sein de notre propre pays, mais aussi aux États-Unis et vers d'autres marchés dans le monde, qui sont très éloignés. Notre coût de production est un facteur important; ainsi, si nous sommes contraints de payer plus cher pour nos engrais, il nous sera évidemment difficile de rivaliser avec les régions qui ne sont pas soumises à ces droits de douane.

• (1255)

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Dandurand, des libéraux, pour cinq minutes.

[Français]

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins d'être des nôtres pour nous parler de leur réalité, dans le contexte de l'incertitude alimentaire. C'est très important. Je les remercie également de leur travail.

Je vais poser mes questions à M. Bibeau, que je connais bien, puisqu'il œuvre auprès des producteurs agricoles et des personnes vulnérables de ma région.

Monsieur Bibeau, votre témoignage a été percutant. Je regardais la réaction de mes collègues, et j'ai vu qu'ils étaient impressionnés, dans le mauvais sens du terme, par les statistiques que vous nous avez transmises. Vous avez dit, entre autres, que 46 % de la nourriture au Canada était gaspillée.

Vous avez parlé de quelques initiatives permettant d'améliorer la situation. Est-ce que vous pourriez nous en dire davantage à cet égard? Est-ce que vous avez d'autres idées pour nous aider à réduire le gaspillage alimentaire?

Christian Bibeau: Effectivement, les chiffres sont ahurissants. Ce sont des chiffres qui, je le rappelle, sont tirés d'une étude menée en 2024 par l'organisation pancanadienne Deuxième Récolte. Il s'agit d'un sujet très sérieux et très préoccupant.

Nous allons mettre en place d'autres initiatives. Par exemple, nous souhaitons établir une relation avec les producteurs maraîchers, afin de récupérer les légumes déclassés, soit les légumes que les producteurs maraîchers ne peuvent pas vendre sur le marché commercial régulier. Encore une fois, cela constitue une perte directe pour les agriculteurs. Nous allons réaliser le même projet relativement à la production de petits fruits, soit les bleuets, les fraises et les framboises, notamment. Nous allons récupérer ces petits fruits, qui, autrement, resteraient dans les arbres ou tomberaient au sol. Autrement dit, ces petits fruits seraient gaspillés.

Parmi toutes les personnes que nous rencontrons chaque année, je n'en ai jamais rencontré qui étaient fières de perdre des denrées, que ce soit des producteurs de viande, des producteurs maraîchers ou des producteurs de petits fruits. Au contraire, les producteurs du Canada et du Québec sont fiers de nourrir leur communauté et sont fiers de leur important travail. Valoriser des produits qui, autrement, deviendraient des pertes pour ces gens, c'est aussi une façon de reconnaître le travail essentiel qu'ils font chaque jour pour nourrir les communautés.

En ce qui concerne la déduction fiscale de 150 % que j'ai mentionnée tout à l'heure, ce n'est pas une solution miracle, mais c'est une solution concrète pour les producteurs, pour la valorisation de leur travail, pour la reconnaissance de ce qu'ils font et pour s'assurer de diminuer le gaspillage alimentaire et de redistribuer ces denrées aux gens qui en ont besoin.

Marianne Dandurand: Il y a deux volets: il y a les producteurs maraîchers, dont la production reste aux champs, et il y a les producteurs de viande, dont la viande n'est pas consommée. Quelle distinction doit-on faire? Est-ce que le crédit d'impôt s'applique de la même façon? Est-ce que le besoin du producteur est le même pour que ces produits ne soient pas gaspillés? Je n'ai pas l'impression que c'est la même réalité pour quelqu'un qui laisse des légumes dans le champ par rapport à quelqu'un qui envoie un animal à l'abattoir.

Christian Bibeau: Vous avez raison. Il y a évidemment une distinction à faire entre les deux. L'entreprise agricole qui produit du porc, de la volaille ou du bœuf, par exemple, a souvent des infrastructures et elle a souvent des façons de travailler qui lui permettent de générer des revenus, notamment. Pour ces entreprises, la déduction fiscale est très importante.

Pour les producteurs maraîchers ou les producteurs de petits fruits, on va souvent développer des projets qui permettent d'offrir une rétribution à ces producteurs, afin de donner une valeur monétaire directe aux produits, vu que la déduction fiscale est moins importante, étant donné que les revenus sont moins importants. Ça joue donc sur deux niveaux.

Ce qui est important pour nous, c'est de récupérer ces denrées et de trouver la bonne formule.

Marianne Dandurand: Je pense que la question de la main-d'œuvre entre aussi en ligne de compte.

Christian Bibeau: C'est un défi qui existe dans le secteur agricole comme ailleurs, effectivement. L'un des éléments sur lesquels nous travaillons, c'est la mobilisation des communautés, des écoles, des entreprises, des citoyennes et des citoyens. On veut qu'ils donnent un coup de pouce aux champs en offrant des heures de travail bénévole pour soutenir les producteurs, afin d'aider ceux-ci à diminuer leur coût de production. De plus, ça constitue une activité communautaire complète.

• (1300)

Marianne Dandurand: Merci, monsieur Bibeau. Je pense que c'est tout le temps que j'avais. Je vous remercie de votre présence.

Christian Bibeau: Merci.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons passer au Bloc pour deux minutes et demie.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

Monsieur Bibeau, je vais poursuivre avec vous, parce que je trouve important de parler de choses qui montrent à quel point les banques alimentaires comme la vôtre font partie de la solution. Je veux amener ça dans une perspective plus globale, comme quoi les programmes sont de moins en moins adaptés à la réalité des gens sur le terrain. On sait que le portrait des personnes qui demandent de l'aide alimentaire a énormément changé. Une personne sur cinq occupe un travail. Les gens en sont à demander de l'aide alimentaire, parce que les loyers sont maintenant trop chers.

On a beau mettre des milliards de dollars pour construire des logements, la réalité est que ça va prendre du temps à se faire. Pendant ce temps-là, les gens sont impactés par tout ça et se tournent de plus en plus vers les banques alimentaires.

Quelles seraient les actions à mettre sur pied, à très court terme et à moyen terme, pour diminuer les écarts de richesse et recréer un filet social adéquat?

Christian Bibeau: Je réitère que, à très court terme, lutter contre le gaspillage alimentaire, aller chercher les millions de kilos de nourriture qui dorment dans nos champs ou qui ne sont pas utilisés pour nourrir les gens, c'est une solution à la portée du Canada et des provinces. C'est des choses qu'on peut faire à l'échelle locale, provinciale et canadienne. À mon avis, on a tous les leviers pour agir résolument dans ce sens. Outre cela, il faut évidemment soutenir la construction de logements sociaux. C'est très important pour que les gens puissent diminuer la charge du loyer de leurs revenus ou de leurs dépenses.

Il y a aussi l'élément de l'éducation à considérer. Comment peut-on faire ça? D'abord, on réapprend à cuisiner. Ensuite, l'éducation peut permettre aux gens de sortir de la pauvreté et, donc, d'éviter de tomber dans le cercle de la pauvreté. L'éducation permet aux gens d'avoir accès à des emplois mieux rémunérés.

Enfin, il y a le soutien aux gens, et c'est ce que nous faisons. Des travailleurs au salaire minimum qui ont des enfants doivent utiliser les banques alimentaires de façon ponctuelle, malheureusement.

Sébastien Lemire: Je veux vous féliciter pour ça. Vous jouez un rôle de chef de file important en cette matière. C'est aussi le cas à la Ressourcerie, chez nous. Je vous remercie de votre engagement. Je pense que vos solutions seront étudiées avec beaucoup d'intérêt.

Christian Bibeau: Merci beaucoup.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup. Voilà qui met fin à notre réunion.

Je vais présenter une demande pour que la moitié de notre prochaine réunion soit consacrée aux instructions en vue de la rédaction du rapport. J'espère que ce sera possible.

Madame Chatel, vous avez la parole.

[Français]

Sophie Chatel (Pontiac—Kitigan Zibi, Lib.): Merci, monsieur le président.

En réponse à mes collègues, le Comité a invité le ministre à la réunion du 18 juin. Si la Chambre des communes ne siège pas à ce

moment-là, nous l'inviterons dans les deux premières semaines du retour des travaux parlementaires, au mois de septembre.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup de cette mise à jour. Y a-t-il des questions?

J'aimerais remercier nos témoins de leur patience aujourd'hui et de leur engagement envers l'agriculture, un secteur très important au Canada. Je vous remercie également de vous être déplacés de Terre-Neuve pour vous joindre à nous aujourd'hui.

Plaît-il au Comité de lever la séance?

Des députés: Oui.

Le président: Merci.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>